

PIECE N° 01

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°014/AONO/MINADER/ CIPM/2025 DU 01 NOV 2025, POUR LES TRAVAUX DE DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION, DU CONTROLE DE QUALITE DES INTRANTS ET PRODUITS AGRICOLES (D.R.C.Q) DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MINADER)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution de son budget du Compte Dépôt du Trésor, intitulé : « Certification phytosanitaire », le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les travaux de construction de la clôture de la Direction de la Réglementation, du Contrôle de Qualité des Intrants et Produits Agricoles (D.R.C.Q).

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux de construction du mur de soutènement ;
- Travaux préparatoires ;
- Travaux de construction du mur de soutènement en agglos bournés
- Travaux de construction du muret de sécurisation du site;
- Travaux de construction du muret de construction ;
- Travaux de menuiserie métallique ;
- Travaux d'électricité ;
- Travaux sur l'espace de versement d'ordures.

3. Allotissement

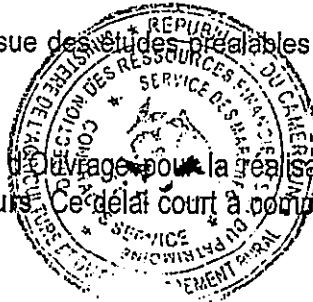
Les travaux sont constitués d'un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préliminaires est de **trente-cinq millions (35 000 000) FCFA TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.



6. Participation

La participation à cet appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux Entreprises de droits Camerounais exerçant dans le domaine des BTP ayant **l'attestation de catégorisation.**

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget du Compte Dépôt du Trésor, intitulé : « Certification phytosanitaire », de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire 522117.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour le Dossier Administratif ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission timbré, au tarif en vigueur acquitté à la main, par la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence de : trois-cent-cinquante mille (350. 000) Frs CFA, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, Cette caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC) du même montant.** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie agréée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)-Direction des Ressources Financières et du Patrimoine-Service des Marchés Publics, Téléphone : 222 221 624, 3^e chalet), dès publication du présent avis, et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine-Service des Marchés, Téléphone : 222 221 624, 3^e chalet) dès publication du présent Avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cinquante-quatre mille (54 000) francs CFA** payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres :

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **09 DEC 2025 à 14 heures**. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°014/AONO/MINADER/CIPM/2025 DU 09 NOV 2025, POUR LES TRAVAUX DE DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION, DU CONTROLE DE QUALITE DES INTRANTS ET PRODUITS AGRICOLES (D.R.C.Q) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MINADER)** » au Service des Marchés Publics du MINADER, sous peine de rejet de son offre.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le ~~...3.8.2025...~~ à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINADER dans la salle de conférence

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Principaux critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

15.1 Critères éliminatoires

- Absence de caution de soumission timbré conforme au modèle joint en annexe et de son récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non satisfaction de 19 Oui/22 des critères essentiels
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché au cours des trois dernières années ;
- Absence de l'attestation de catégorisation
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence d'un sous-détail de prix.
- Absence de la capacité financière.

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La qualification et l'expérience du personnel ;
- Les moyens logistiques ;
- La méthodologie d'exécution, le planning, le rapport de visite du site signé sur l'honneur et propositions ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés et signés à la dernière page).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine / Service des Marchés du MINADER, téléphone 222 221 624.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48.

Fait à Yaoundé, le 10 NOV 2025

Le Ministre
Maitre d'Ouvrage

Ampliatiions :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM-MINADER.
- Affichage
- Chrono / Archives.



Gabriel MBAIRORE



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°014/AONO/MINADER /CIPM/2025 OF 13.01.2025 FOR THE CONSTRUCTION OF THE FENCE OF THE DIRECTORATE OF REGULATION, QUALITY CONTROL OF AGRICULTURAL INPUTS AND PRODUCTS (D.R.C.Q) OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT (MINADER)

1. Subject

As part of the execution of its Treasury Deposit Account budget, entitled: "Phytosanitary Certification," the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER) is launching an urgent national open call for tenders for the construction of a fence for the Directorate of Regulation and Quality Control of Agricultural Inputs and Products (D.R.C.Q).

2. Nature of work

The work includes:

- Construction work on the retaining wall;
- Preparatory work;
- Construction work on the retaining wall using filled concrete blocks;
- Construction work on the site security wall;
- Construction work on the construction wall;
- Metalwork;
- Electrical work;
- Work on the waste disposal area.

3. Allotment

Works will be done in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at **thirty-five million (35 000 000) FCFA Tax inclusive**

5. Estimated Execution deadline

The maximum execution deadline envisaged by the Project Owner to carry out the services covered by this Invitation to tender is **ninety (90) days**. The deadline runs from the notification date of the administrative order to start the service.

6. Participation

Participation in this call for tenders is open on equal terms to **Cameroonian companies** operating in the construction sector with the categorization certificate.

7. Funding

The work covered by this call for tenders is financed by the Treasury Deposit Account budget, entitled: "Phytosanitary Certification for the 2025 financial year, under budget allocation line **522117**."

8. Bid submission method

The submission method selected for this invitation shall be **online**.

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- **5 Mo** for the administrative offer;
- **15 Mo** for the technical offer;
- **5 Mo** for the Financial offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

9. Bid Bond

Each bidder must enclose with its administrative documents a **stamped hand paid bid bond**, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is shown in **Exhibit 1** of the tender file, in the amount of **three hundred**

and fifty thousand (350,000) FCFA and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. This bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) of the same amount. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond with no connection to the concerned tender shall be considered invalid. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Tender file consultation

The File can be consulted during working hours at the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) / Directorate of Financial Resources and Heritage / Contracts Service, Telephone: 222 221 624, 3rd chalet), upon publication of this notice, and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

11. Acquisition of Tender File:

The Consultation File can be obtained from the Ministry of Agriculture and Rural Development, Directorate of Financial Resources and Heritage/Contracts Service in Yaoundé, 3rd chalet Tel: 222 22 16 24, upon publication of this notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of fifty-four thousand (54,000) CFA francs payable to the territorially competent Public Treasury.

In addition, tenderers must register by leaving their full address (post office box, telephone, fax, e-mail).

12. Submission of bids:

Each offer, written in French or in English, must reach the Contracts Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development, at the latest late onat 2 p.m. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication: "OPERATIONAL BACKUP COPY OF TENDERS RELATING TO THE OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°014/AONO/MINADER/ CIPM/2025 OF, FOR THE CONSTRUCTION OF THE FENCE OF THE DIRECTORATE OF REGULATION, QUALITY CONTROL OF AGRICULTURAL INPUTS AND PRODUCTS (D.R.C.Q) OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT (MINADER).

"TO BE OPENED ONLY DURING A BID-OPENING SESSION".

13. Admissibility of bids

The administrative documents, technical offer and financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The project owner will reject

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Bids that do not comply with the bidding procedure.
- Bids that do not indicate the Invitation to tender;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Regulations of the Tender or bids in copies only;

Any tender that does not comply with the requirements of the Tender File shall be declared ineligible, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the model documents in the bidding documents, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid bond with no connection to the concerned tender shall be considered invalid. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14. BID OPENING

The bid opening will take place in one (01) session.

The opening of administrative documents, technical, and financial offers will take place onat 3:00 p.m. by the Internal Procurement Commission located at MINADER, in the MINADER Conference Room located on the 1st floor of the building housing the central services of the Ministry of Agriculture and Rural Development.

The required administrative documents shall be produced in originals or certified copies by the issuing authority or a competent administrative authority in accordance with the provisions of Special Regulations of the Tender. Failure to do so will result in rejection. They shall be less than three (3) months old or issued after the date of signature of the Invitation to Tender

If, after a period of 48 hours granted by the Commission, any document in the administrative file is missing or does not comply with the requirements, the tender will be rejected.

15. MAIN EVALUATION CRITERIA

Tenders will be evaluated according to the following main criteria:

15.1 Eliminator criteria

- Absence of a stamped bid bond conforming to the model attached and of its deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) when the bids are opened;
- Failure to produce after a period of 48 hours following the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or absent when the bids are opened (with the exception of the bid bond);
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents ;
- Non-compliance with 19/22 evaluation criteria;
- Absence of categorization certificate;
- Absence of a declaration on the honour of non-abandonment of a contract during the last three years;
- Absence of a quantified unit price;
- Absence of a price breakdown;
- Absence of financial capacity.

15.2 Essential criteria

The criteria relating to the qualification of bidders shall indicatively be on the following:

- Presentation of the tender;
- Bidders references;
- Qualifications and personnel experience;
- Logistics resources;
- The execution methodology, schedule, site visit report and proposals;
- Proof of acceptance of the market conditions (CCAs and CCTP initialed and signed on the last page).



16. Award of Contract

The project owner awards the contract to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17. Validity Period of tenders

Bidders shall be bound by their tenders for **ninety (90) days**, from the deadline set for the submission of tenders.

18. Additional information

Further information can be obtained during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service (main building), P O Box 1457, Phone: 222 23 24 42.

19. Combating corruption and malpractice

For any corruption or malpractice attempt, kindly call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

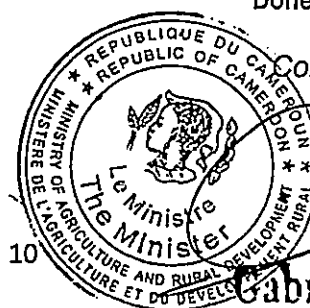
Done in Yaounde, on the 10 NOV 2025

The Minister

Contracting Authority

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- CIPM-MINADER Chairperson
- Notice Board
- Records / Chronological files



10

Gabriel MBAIRORE